



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Commission
canadienne
pour l'UNESCO

Combattre la radicalisation d'extrême droite

L'évolution des instruments de politique : le point de vue éclairé d'un ancien extrémiste violent



Icon by Freepik
www.flaticon.com

Document de réflexion préparé pour la Commission canadienne pour l'UNESCO

Par Daniel Gallant

Ottawa, Canada, mai 2017

Pour citer cet article :

GALLANT, Daniel. «Combattre la radicalisation d'extrême droite. L'évolution des instruments de politique : le point de vue éclairé d'un ancien extrémiste violent», Laboratoire d'idées de la Commission canadienne pour l'UNESCO, mars 2017.

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur et ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Introduction

Je présente ici mon point de vue sur les options de politique que j'ai définies à partir de ma propre expérience de radicalisation et déradicalisation, de mes recherches universitaires sur la réforme créative et l'analyse du droit, de mes conseils à l'endroit d'autrui et du soutien que j'ai apporté aux parents et amis de personnes aux prises avec l'extrémisme. Cette expérience renforce mon rôle de défenseur et ma participation soutenue à la surveillance de l'extrémisme de droite au Canada et à mes interventions en la matière.

Je présente également des situations liées au recrutement, à la radicalisation et aux activités des extrémistes de droite qui procèdent de mes observations et de renseignements contextuels (y compris des renvois à mes propres études de cas passées et présentes), ainsi que d'éventuelles solutions. Il m'est impossible de présenter toutes les études de cas ni une analyse juridique de tous les éléments évolutifs d'un cas en particulier.

J'espère que ces observations encourageront les Canadiens à combattre activement l'extrémisme de droite. Les autorités ont demandé aux citoyens de signaler les situations d'extrémisme. Hélas, bien des personnes qui rapportent des activités de groupes d'extrême droite ne reçoivent ni les ressources ni les interventions qui s'imposent. Je peux faire une telle affirmation, car, pendant des années, j'ai plaidé en faveur de l'action dans bien des cas. J'ai été témoin de beaucoup de situations où les autorités policières n'ont pas pris au sérieux l'extrémisme de droite, ce que des experts en matière d'application de loi ont confirmé.¹ J'ai parfois obtenu de telles réactions de la part d'organismes d'application de la loi et de sécurité. Cet état de fait est désolant.

Les autorités policières sont souvent les premiers points de contact, et il y a eu très peu ou pas d'intervention auprès des personnes aux prises avec l'extrémisme de droite, en particulier en ce qui concerne le recrutement et la radicalisation. Bien que le Canada demande aux citoyens de signaler de telles situations, les personnes qui reçoivent de tels signalements n'interviennent pas ou ne sont pas capables d'intervenir efficacement. J'ai espoir d'aider à faire pencher la balance en faveur de la mobilisation. Nous devons passer à l'*action*.

Cette responsabilité n'incombe pas entièrement aux autorités. Nous devons prendre conscience que nous avons tous un rôle à jouer, y compris des personnes comme moi, un praticien professionnel qui a déjà contribué directement au problème. Le gouvernement et les autorités doivent fournir aux communautés les outils leur permettant de combattre efficacement l'extrémisme, et cela est possible de bien des façons. Au cours des nombreuses années pendant lesquelles j'ai lutté contre l'extrémisme, j'ai souvent rencontré de la résistance chez les professionnels et les autorités. Même à l'époque où je me remettais de ma propre expérience de radicalisation, plusieurs praticiens ont refusé de m'aider en raison du degré de menace que je présentais, mais aussi parce qu'ils ne possédaient pas les compétences qu'il fallait. Je les remercie pour leur franchise quand ils m'ont demandé de trouver un autre thérapeute. De telles lacunes ne devraient pas exister. J'implore les responsables des politiques et les experts d'en prendre acte avant qu'il ne soit trop tard. Ces questions sont complexes, et j'ai consacré ma vie à me remettre des sévices que j'ai subis et des sévices que j'ai fait subir à d'autres et à offrir mes services à la société canadienne par tous les moyens possibles.

¹ Stewart Bell, *Extremist far right were monitored but not considered violent, former national security advisor says*, (Canada: National Post January 17, 2017) [Bell].

Point de vue informé et réformé

Mes expériences de la radicalisation me permettent d'offrir un point de vue et une analyse éclairés et personnels de l'extrémisme de droite. J'ai été profondément endoctriné dans le mouvement extrémiste de l'Ouest canadien, dans la doctrine de droite et dans la violence radicale. J'ai activement recruté et endoctriné des membres, j'ai réuni différents groupes et réseaux et j'ai collaboré de près avec des individus que l'on peut qualifier de terroristes en raison de leur engagement à mettre des explosifs, à tuer et à s'en prendre aux biens et aux personnes pour des motifs politiques. En fait, l'une des personnes que j'ai recrutées avait été condamnée deux fois pour possession d'explosifs, une fois pour une explosion avortée et une fois pour possession d'une boîte d'explosifs. Internet a vu le jour à l'époque où j'ai été recruté et radicalisé et où j'ai recruté et radicalisé d'autres personnes.

Beaucoup de gens croient à tort que le Canada est épargné de la violence d'extrême droite.² Je suis d'avis que la tendance méconnue et croissante de l'extrémisme de droite est en partie attribuable à des problèmes systémiques.³ L'attentat de janvier 2017 sur nos concitoyens à la mosquée de Québec a tristement montré que des éléments de la droite ne sont pas aussi inoffensifs que certains pourraient le croire. Je crois que ce tragique événement trouve écho chez tous les Canadiens et exige que soient prises des mesures à l'égard d'une idéologie dangereuse et grandissante qui engendre des gestes violents.

Ma propre expérience de chercheur, de conseiller, de travailleur social et de juriste en devenir me permet d'observer l'extrémisme de droite et de l'aborder d'un angle différent de celui des milieux policier, gouvernemental, universitaire et activiste. Ce point de vue exceptionnel m'a permis d'élaborer une stratégie d'intervention à l'égard de l'extrémisme de droite au Canada (sans soutien ni ressources) que je résumerai ici.

Éducation transformatrice

Les changements dans ma vie ont été rendus possibles grâce à deux praticiens en particulier, même s'ils n'étaient pas outillés pour composer avec l'intensité de ma situation. On m'a conseillé de m'inscrire à des études postsecondaires en guise de traitement pour mes idéologies et mes agissements violents. Je développe ce chapitre plus en détail dans ma thèse de maîtrise.⁴ Ni l'un ni l'autre de ces praticiens ne savait comment traiter ma situation. Ils ont néanmoins cerné mes besoins fondamentaux, ce qui m'a été fort utile.

Le premier conseiller qui m'a rencontré m'a vu quotidiennement pendant un certain temps, car il ne voulait pas que je fasse de mal à autrui et il a entendu ma demande d'aide à cet égard. À terme, il a fait en

² James Ellis, *CIBD Right Wing Incidents* (Vancouver: Terrorism, Security & Society, 2015) [Ellis]. Anti Racist Canada, *A History of Violence: 1960 -...* (Canada: 2011) en ligne : < <http://anti-racistcanada.blogspot.ca/2011/10/a-history-of-violence-1970-2015.html> > [ARC]. Stanley Barrett, *Is God a Racist? The Right Wing in Canada* (Toronto: U of T, 1987). William Peter Baergen, *The Ku Klux Klan in Central Alberta* (Alberta: Central Alberta Historic Society, 2000). Julian Sher, *White Hoods: Canada's Ku Klux Klan* (Canada: New Star Books, 1983).

³ Daniel Gallant, *A "Former" Perspective: An Exploration of Disengagement from Violent Right Wing Extremism*, (Prince George, BC: University of Northern British Columbia, 2014) [Gallant]. Catherine Solyom, *The Trump effect and the normalization of hate in Quebec*, (Montreal Gazette, Nov. 14 2016) [Solyom]. Daniel Gallant, *Expert on extremism says Donald Trump's association with white supremacy is alarming* (Vancouver: CBC Radio, Nov. 24 2016) en ligne : < <http://www.cbc.ca/player/play/817014339799> >. Daniel Gallant, *A decolonial perspective on 'indigenous extremism' and state supremacy* (SFTU Press, Oct. 7 2014) en ligne : < <https://scholarsfromtheunderground.com/2014/10/07/a-decolonial-perspective-on-indigenous-extremism-and-state-supremacy/> >.

⁴ Gallant, supra note 3. Voir aussi la série de vidéos de Daniel Gallant sur : *Extreme Dialogue* (UK: Institute for Strategic Dialogue, 2017) [Ex-D].

sorte que je sois admis dans un centre de traitement des dépendances pour détenus fédéraux, délinquants dangereux et membres actifs de groupes criminalisés. Dans ce centre, un second conseiller a déclaré à la fin de mon séjour que de toute évidence j'étais intelligent et qu'il n'y avait ni ressources ni d'aide pour quelqu'un dans ma situation. Il a proposé que je m'inscrive à l'université en études féministes ou en service social dans le but de remettre en question mes croyances. J'admets que j'avais de sérieux doutes à ce sujet.

Une fois toutes mes options épuisées, j'ai envisagé le cheminement proposé. Toutefois, je n'avais pas le soutien dont j'avais besoin et j'ai dû apprendre à gérer seul mes angoisses et mon comportement explosif. Heureusement, j'ai pu obtenir ce dont j'avais besoin dans le milieu universitaire et dans les cercles communautaires de guérison. Mais les personnes qui se sortent de l'extrémisme de droite n'ont pas toutes accès à des communautés de guérison. Aussi la première lacune flagrante est-elle le manque de soutien professionnel pour les personnes qui sont prêtes à se sortir de l'extrémisme.

Les études sont devenues pour moi une source d'importants enseignements et une révélation. Elles ont favorisé ma guérison et ma transformation.⁵ Toutefois, mon apprentissage a été restreint jusqu'à ce que je m'inscrive au programme d'études des Premières Nations à la University of Northern British Columbia (UNBC).⁶ Le style pédagogique axé sur les étudiants issus de Premières Nations répondait à mes besoins, sans doute à cause de qui je suis et de la communauté à laquelle j'appartiens.⁷ En raison de mes succès scolaires, un membre du corps professoral et mon cousin, qui est aujourd'hui un universitaire autochtone de premier plan, m'ont encouragé à poursuivre des études postuniversitaires. L'UNBC a créé des contextes d'apprentissage qui permettent aux étudiants de marier les études, la recherche et le conte d'une manière qui préconise les relations en tant que moyens de guérison. Le cadre pédagogique peut être thérapeutique et les études et les recherches peuvent être transformatrices; or, dans mon cas, cela a été possible dans un cadre universitaire qui favorisait les rapprochements entre le programme d'études et de recherche et les communautés de guérison et les relations thérapeutiques.⁸ L'apprentissage était ancré dans les cultures autochtones, l'inclusion et les normes et principes internationaux des droits de la personne; il était rare d'entendre des différends entre les professeurs et les étudiants dans le programme d'études des Premières Nations de l'UNBC. Le style pédagogique du programme et l'environnement social m'ont permis de viser de nouveaux sommets.

Dans le cadre de mes études, j'ai découvert d'autres réseaux. L'activisme antiraciste auquel je participais m'a transformé durant mon rétablissement. Je n'y serais pas parvenu sans ma famille crie, mes professeurs, mes amis et ma communauté.⁹ Je rends hommage à l'aide que j'ai reçue en présentant mon parcours comme source d'inspiration pour combattre le recrutement, la radicalisation, le racisme et l'extrémisme de droite. Au risque de paraître égocentrique, j'estime que ma transformation représente une abondance d'occasions d'apprentissage. Ma thèse de maîtrise et d'autres publications présentent plus de renseignements à ce sujet.¹⁰

Internet

Internet est devenu une source de recrutement et de radicalisation des extrémistes de droite, ce que souhaitent d'ailleurs Don Black et David Duke en fondant Stormfront.org, l'un des premiers sites Web

⁵ Gallant, supra note 3.

⁶ Gallant, supra note 3.

⁷ Gallant (2014), supra note 3 à la p. 34.

⁸ Voir : <<http://unbc.arcabc.ca/islandora/object/unbc%3A6325>>

⁹ Gallant, supra note 3.

¹⁰ Gallant, supra note 3. Daniel Gallant, *Bruise faced child* (USA: Createspace, 2016). Daniel Gallant, *Scholars from the underground* (SFTU Press, 2017) en ligne : <scholarsfromtheunderground.com>. Daniel Gallant, *Academia: Thompson Rivers University*: Daniel Gallant (2017) en ligne : <<https://tru.academia.edu/DanielGallant>>.

publics extrémistes et d'ailleurs l'un des premiers sites Web publics sur Internet.¹¹ J'ai été recruté juste avant cet avènement technologique. Les têtes dirigeantes du mouvement avaient alors promis de transformer la société nord-américaine en transmettant aux masses un nouvel enseignement politique de droite, qui s'apparente davantage à une forme alternative de populisme de droite, au moyen d'Internet. Des suprémacistes blancs canadiens en vue étaient aux premières loges de cette révolution (ou plutôt cette non-évolution) technologique.

On constate aujourd'hui que ces premiers extrémistes violents et racistes avaient vu juste au sujet d'Internet. Vingt ans plus tard, il y a plus d'extrémistes de droite au Canada que j'en ai vu au cours de toute ma vie. Le plus inquiétant est que l'extrémisme de droite devient la norme, particulièrement dans une société qui a pris en chasse les djihadistes. Le *mouvement* se normalise à mesure que des politiciens de droite accèdent à des postes dirigeants à l'échelle nationale et régionale.

Nous avons trouvé un autre ennemi : notre frère musulman. Pendant que notre attention se porte sur les méfaits de Daesh, qui doivent effectivement être réprouvés, beaucoup d'extrémistes de droite profitent du discours médiatique qui impute la faute à un ennemi étranger pour recruter et radicaliser de nouveaux membres au moyen d'Internet et d'autres sources d'informations de droite. Nous n'avons pas la même perception de l'extrémisme étranger et de l'extrémisme de droite endogène, ce qui permet à la droite d'adopter un discours plus conservateur, un point que j'ai développé dans ma thèse. Ces sources d'information de droite s'alimentent, peut-être à leur insu, de faussetés et de généralisations qui engendrent des messages discriminatoires et haineux. Je connais ce phénomène, car je l'ai vécu et je l'ai constaté chez moi et dans les ouvrages; et j'ai dû en prendre conscience pour que s'opère en moi une transformation profonde, sociale et politique.¹² Pour cette raison, je crois que d'autres personnes peuvent aussi connaître une transformation, de même que les institutions, les lois et les cultures.¹³ Mon expérience m'a amené à comprendre que notre nature personnelle est notre nature politique et vice versa.¹⁴

Je crois qu'il faut renforcer les politiques canadiennes en les assortissant de ressources, de mécanismes et de directives qui permettent aux personnes, aux communautés et aux familles de combattre la radicalisation et le recrutement par des groupes d'extrême droite, et je crois que cela est réalisable. Toutefois, il me semble que certains éléments qui doivent faire partie de telles stratégies sont souvent négligés et sous-exploités.

La réalité sur le terrain : l'exemple de Québec

Au Canada, toutes les conditions sont réunies pour que l'extrême droite perpète un attentat, même si bien des gens prétendent que l'extrémisme de droite n'est pas une menace à la sécurité de la société canadienne.¹⁵ Lorsque des concitoyens sont attaqués à cause de leur identité, cela suscite inévitablement la terreur chez les communautés et les familles. Au Canada, la propension aux propos discriminatoires par un grand nombre ne semble pas suffire pour susciter une réprobation sociétale de tels propos. Il reste à voir si l'attaque violente contre des personnes en prière dans une mosquée de Québec est un signal assez fort pour que nous réagissions. Toutefois, si l'attentat avait été perpétré contre des Canadiens « typiques » par un djihadiste, aurions-nous réagi autrement et l'agresseur aurait-il été condamné pour terrorisme devant la loi?

¹¹ Jesse Daniels, *Cyber Racism: White supremacy online and the new attack on civil rights* (USA: Rowman & Littlefield, 2009) [Daniels].

¹² Gallant, supra note 3.

¹³ Gallant, supra note 3.

¹⁴ Gallant, supra note 3. Anne Bishop, *Becoming an ally: Breaking the cycle of oppression in people*, (Halifax: Fernwood, 2002).

¹⁵ Bell, supra note 1.

J'ai constaté dans le cadre de mon travail que le signalement d'une montée de l'extrémisme de droite est souvent frustrant pour les praticiens, les défenseurs et les activistes, car nos politiques et mesures d'intervention en matière d'extrémisme ne sont pas au point. Des membres de la communauté nous interpellent souvent, mes collègues et moi, en raison du manque de mécanismes permettant de composer avec des activités d'extrémisme de droite localisées, y compris le recrutement et la radicalisation. Le pire dans tout cela est que notre apathie collective donne libre cours à des agissements violents. En fait, cela n'a rien de nouveau. Lorsque j'étais un membre actif de la suprématie blanche, ce mouvement profitait du fait que nous avons le champ libre. Les mesures législatives contre les crimes haineux dans le *Code criminel* ne sont pas efficaces pour réprimer la haine au Canada. Je le sais d'expérience.¹⁶

Le Canada a fait marche arrière en abrogeant une disposition constitutionnellement valide de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, ce qui a pour effet de donner plus de « liberté d'expression au discours haineux ». ¹⁷ Cela a donné lieu à une flambée des activités et du recrutement par des groupes d'extrême droite. La justification sous-tendant l'abrogation de l'article 13 ne reposait pourtant pas sur des bases juridiques rigoureuses; ce qu'a révélé la décision de la Cour suprême du Canada quelques mois après l'abrogation de cette disposition. ¹⁸ Le plus décevant dans l'annulation de cet article est que le milieu juridique est ainsi privé de son mécanisme le plus efficace contre le recrutement, la radicalisation et les messages d'extrême droite. ¹⁹ J'ai constaté que, depuis l'abrogation de l'article 13 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, le recrutement et les activités d'extrême droite ont augmenté en ligne.

Le manque de mécanismes juridiques efficaces empêche les communautés, les autorités policières et les gouvernements d'intervenir en cas d'activités d'extrême droite, même si la situation est sans équivoque. Cela est attribuable en partie à l'inefficacité des mesures législatives contre les crimes haineux et au manque de mécanismes permettant d'intervenir en cas d'activités d'extrême droite.

Les extrémistes de droite ont appris à prospérer au Canada. La menace de l'extrémisme de droite n'a jamais fait l'objet d'une discussion de fond et si la tragédie survenue à Québec n'en suscite pas une, je crois que rien ne le fera. Les personnes gravitant dans le spectre de l'extrême droite aspirent et se préparent à devenir une puissance politique, qui se fondera sur l'intimidation et la violence pour arriver à ses fins. L'extrémisme de droite est dangereux parce qu'il prône la violence physique; et cette idéologie foncièrement violente gagne du terrain auprès de personnes apparemment inoffensives, qui commettent des actes de brutalité extrême. ²⁰

Les groupes d'extrême droite auxquels j'appartenais jadis pouvaient distribuer de la documentation, recruter des membres et commettre des actes violents au nom d'idéologies politiques sans avoir à subir de répercussions. À bien y penser, c'est précisément parce que la société canadienne niait la menace de l'extrémisme de droite que nous pouvions mener à bien nos campagnes de recrutement. L'apparente apathie des autorités policières, des organismes de sécurité et du gouvernement a donné à l'extrême droite beaucoup d'occasions de promouvoir et de développer ses messages haineux dans la société canadienne.

¹⁶ Gallant, supra note 3. Global National, 16x9: Brotherhood of hate (Canada, Feb. 23, 2013) en ligne : <<http://globalnews.ca/video/397331/brotherhood-of-hate>> [16x9].

¹⁷ Ibid, 16x9. Art. 13, *Loi canadienne sur les droits de la personne* (L.R.C. (1985), ch. H-6) [LCDP]. Lemire c. Canada (Commission des droits de la personne), 2014 CAF 18 [Lemire].

¹⁸ Ibid, Lemire.

¹⁹ Voir Warman & Gallant: 16x9, supra note 15.

²⁰ Extrémistes de droite américains : Frazier Glen Miller, Wade Michael Page, Dylann Roof. Extrémistes de droite canadiens : Alexandre Bissonnette, Peter Houston, Robert Dechazzal, Allistair Miller, Shawn McDonald, Kyle McKee, Matt McKay, Norman Raddatz, Justin Bourque, Marc Lépine.

Les extrémistes de droite ont su adopter de stratégies efficaces pour contourner les mesures contraignantes, pénales ou autres. D'ailleurs, très peu de mesures s'appliquent directement à l'extrémisme et au terrorisme de droite. En fait, les organisations suprémacistes et les suprémacistes au Canada expriment assez ouvertement leur nature terroriste.²¹ Pendant que les extrémistes de droite sèment la terreur et la violence dans nos communautés, le Canada continue de nier que l'extrémisme de droite est une forme de terrorisme. En outre, le Canada refuse de prendre des mesures pour réprimer le recrutement et la radicalisation par des groupes d'extrême droite.

Prévenir l'extrémisme de droite

Au Canada, l'extrémisme de droite est évitable à condition que nous prenions certaines mesures proactives dont, notamment, l'ajout des mécanismes juridiques et la promotion d'instruments de politique sociale. Voilà la raison précise qui m'a motivé à poursuivre des études en service social et en droit. Grâce à mon travail actuel, à mes études et à ma formation, j'ai pu relever d'importantes lacunes en regard de l'extrémisme de droite. Les renseignements qui suivent concernent trois secteurs pouvant être vus comme des lacunes et des agissements qui stimulent les activités d'extrême droite et qui pourraient être évités; les solutions que je propose sont en quelque sorte des mesures préventives. La partie qui suit définit les lacunes en matière de comportement des professionnels et des médias, d'accès à des renseignements dignes de confiance, d'accès à la justice et d'accès à des services et des ressources et de politiques.

Soldats d'Odin

J'ai constaté qu'en peu de temps les effectifs du groupe des Soldats d'Odin ont augmenté très rapidement grâce à la publicité et à la campagne de recrutement, qui a manipulé et utilisé les médias canadiens pour s'attirer l'appui du public. Les médias ont nettement contribué à la croissance de ce groupe, mais, à cause de cette expansion galopante, aucune recherche à cet effet n'a été menée. Je suis l'une des rares personnes à avoir surveillé la croissance et les agissements de ce groupe. Ses effectifs ont augmenté plus que toute autre organisation d'extrême droite au Canada et, selon mes estimations, le nombre de membres de ce groupe est de loin plus élevé que celui du groupe Heritage Front. Or ce n'est là qu'un seul groupe de la droite alternative, quoique je ne mettrais pas le groupe des Soldats d'Odin dans cette catégorie.

Il ne fait aucun doute que l'attention des médias sur la menace djihadiste au Canada est un facteur qui contribue à la frénésie d'extrême droite. Les sources d'information d'extrême droite en ligne ont également tiré parti de la peur du terrorisme chez les Canadiens. Selon toute vraisemblance, les propos haineux et diffamatoires diffusés dans les médias sociaux et dans les médias en ligne ne sont plus passibles de poursuites depuis l'abrogation de l'article 13 de la LCDP*. Sans doute serait-il souhaitable que les communautés puissent invoquer des règlements les aidant à composer avec un tel phénomène. Les médias grand public ont fréquemment évoqué des attributs et des indices qui tendent à présenter le groupe des Soldats d'Odin comme une organisation communautaire caritative sans but lucratif.

²¹ L'organisation Blood & Honour (2017) de Calgary, Alberta, déclare : « nous souhaitons que les jeunes de 13 et 14 ans à la recherche d'une cause à défendre adhèrent à notre organisation » [traduction libre] <<http://28canada.com/membership/>> [BH].

À mesure que les médias deviennent une source commune d'éducation en cette ère de médias sociaux, ils offrent inutilement, selon moi, des plateformes aux groupes d'extrême droite sans proposer d'analyse équilibrée de la raison d'être, de l'historique et du comportement de ces organisations**. Les reportages médiatiques deviennent des sources d'information pour les professionnels qui se servent d'Internet pour se familiariser avec des enjeux et des sujets qu'ils ne maîtrisent pas, car en effet même s'il existe des experts en la matière, ils sont méconnus.

*Voir : LCDP, *supra* note 16.

** Daniel Gallant, *SFTU: Taking Foot: Soldiers of Odin*, (SFTU Press, Oct. 5 2016) en ligne :

<https://scholarsfromtheunderground.com/2016/10/05/taking-foot-soldiers-of-odin/> .

Daniel Gallant, *SFTU: Soldiers of Odin: Exhibiting covert hatred*, (SFTU Press, Dec. 25 2016) en ligne :

<https://scholarsfromtheunderground.com/2016/12/25/soldiers-of-odin-exhibiting-covert-hatred/> .

Médias

Les médias pourraient améliorer la manière dont ils rapportent l'extrémisme et le terrorisme violents afin d'éviter de donner des tribunes de recrutement aux extrémistes. Ils pourraient veiller à ce que les journalistes et les reporters possèdent les compétences nécessaires pour analyser les questions traitées afin d'éviter de tirer des conclusions qui promeuvent et encouragent le discours extrémiste en le normalisant.

Dans le cadre de mon travail, j'ai souvent offert à des journalistes et à des réalisateurs de contenu un éclairage sur la manière dont certains reportages promeuvent et alimentent l'extrémisme. Hélas, il n'y a aucune source centralisée d'éducation à cet égard et je trouve qu'appréhender ce problème seul et sans ressources, est un défi colossal. Il me semble que les médias grand public et les écoles de journalisme pourraient prendre des mesures pour former les journalistes afin qu'ils puissent mieux analyser de telles situations de sorte à prévenir (plutôt qu'à encourager par inadvertance) le recrutement par des groupes d'extrême droite. Il y a aussi des personnes qui contribuent directement à un discours d'extrême droite qui normalise et encourage des points de vue extrémistes.²² Cette question peut être transposée au recrutement et à la radicalisation en regard de la désinformation et de la déséducation transmises et accessibles au moyen des moteurs de recherche, comme l'explique le Southern Poverty Law Center.²³

Bien que Google ne soit pas une source de nouvelles à proprement parler, il procure aux médias de masse et aux médias alternatifs une tribune de transmission en ligne, dont certains se servent pour faire de la désinformation et de la déséducation. Ce réseau enchevêtré de médias grand public, de médias alternatifs

²² Jonathon Montpetit, *After mosque attack, calls to clean up Quebec City's radio waves: Talk radio stations have contributed to sowing fears about Muslims, critics say* (CBC NEWS: Montreal, Feb. 3 2017) en ligne : <

<http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-city-radio-poubelle-mosque-attack-1.3964005>>.

²³ Southern Poverty Law Centre, *The Miseducation of Dylann Roof* (SPLC, 2017) en ligne : <<https://www.splcenter.org/file/13925>>.

et de transmissions organisationnelles en ligne pourrait être encadré par des lignes directrices et des règlements et ces acteurs devraient être tenus d'établir des processus administratifs et juridiques ou de prendre d'autres mesures réglementaires. Ces acteurs qui exploitent ces enjeux pour faire des profits pourraient, selon moi, aider à trouver des solutions plutôt que de perpétuer un problème collectif.

Les professionnels des médias méconnaissent souvent l'extrémisme et les extrémistes, particulièrement les extrémistes de droite, et les menaces qu'ils posent. Les médias grand public ont fait la démonstration qu'ils peuvent servir à la diffusion de propos et de campagnes de recrutement d'extrême droite et être dupes de telles manœuvres. Les médias devraient trouver des façons de protéger les personnes vulnérables contre la déséducation et la désinformation. Par ailleurs, les gouvernements pourraient adopter des règlements en la matière.

L'extrémisme de droite est un problème complexe exacerbé par la manipulation des médias par les groupes d'extrême droite qui normalisent le discours de ces groupes. Malheureusement, les Soldats d'Odin (voir l'encadré sur les Soldats d'Odin) ont fait mousser leur campagne de recrutement en exploitant la naïveté de journalistes mal informés et mal outillés pour analyser efficacement la situation; et les médias ont rarement intégré dans leurs reportages l'avis d'experts en la matière. Conséquemment, les articles publiés dans les médias ont pour effet de tromper les professionnels. J'ai rencontré des avocats et des travailleurs sociaux que le discours médiatique informe mal ou désinforme. Cet état de fait est déconcertant, car ces professionnels autrement compétents renforcent, à leur insu, la réputation d'un groupe d'extrême droite et les renseignements qu'ils obtiennent ne sont ni fiables, ni factuels, ni exacts.

Accès à des renseignements fiables

Les médias finissent par influencer les professionnels, car les recherches sur l'extrémisme de droite sont lacunaires au Canada. Qui plus est, il y a un manque de sources d'informations ouvertes offrant des renseignements exacts et fiables sur les groupes d'extrême droite (lesquels sont réellement des groupes d'extrême droite, lesquels ne le sont pas). Des ressources factuelles et ouvertes sont nécessaires. Bien entendu, la société canadienne est tout aussi responsable que les médias.

Accès à la justice

Les personnes qui ont peu de moyens ont difficilement accès à la justice, même s'ils craignent pour la sécurité physique d'enfants ou de parents ciblés par le recrutement (voir l'encadré Cas exemplaire). Des avocats et travailleurs sociaux investis dans un cas en particulier ont mis en doute le fondement des craintes d'une mère parce que les reportages sur le groupe extrémiste en question le disaient inoffensif. À cause de l'influence exercée par les reportages médiatiques, il a fallu défendre fermement le point de vue de la mère et guider un juriste pour le convaincre d'accorder l'attention qui s'imposait. C'est une situation troublante.

Un parent à faible revenu ne devrait pas avoir à trouver des témoins experts afin d'accéder aux tribunaux et d'obtenir une intervention efficace en regard du recrutement par des groupes extrémistes, de la radicalisation et de la protection de ses enfants. Dans le contexte du droit familial, voire du droit pénal et civil, le manque de ressources financières est un problème d'accès à la justice exigeant des ordonnances ou des injonctions. Les parents ayant un statut socio-économique modeste et n'ayant pas accès à l'avis d'experts, à des conseils juridiques ou à des services professionnels sur la radicalisation et les groupes extrémistes s'exposent à beaucoup de problèmes.

Cas exemplaire

J'ai déjà aidé une famille qui vivait dans la peur d'un certain groupe extrémiste, mais qui était pratiquement sans ressource. Le père avait abandonné sa famille à cause d'une querelle provoquée par son appartenance à ce groupe terroriste. La mère était profondément troublée par la soudaine radicalisation de son conjoint. Leur relation était devenue progressivement acrimonieuse à mesure que le père s'investissait dans le groupe extrémiste. La mère était sans recours ni ressources quant aux effets du recrutement et de la radicalisation et de la rupture familiale.

Accès aux services et aux ressources

Dans certains cas, les groupes extrémistes ont accès à des ressources (financières et autres) ou encore leurs membres et partisans sont des juristes ou des notables au sein de leur communauté. Les familles et les personnes aux prises avec ces groupes sont peut-être sans ressources et à la merci de circonstances volatiles. Cette lacune nuit autant aux mesures d'intervention contre l'extrémisme qu'à l'accès à la justice en ce qui concerne les personnes les plus vulnérables (les enfants) et un enjeu d'importance suprême pour la société canadienne : l'extrémisme et le terrorisme.

Il faut prendre en compte les interactions entre le public, les médias et les professionnels en regard de l'extrémisme de droite. Les professionnels requièrent plus d'information sur l'extrémisme de droite, de meilleures ressources pour prendre les mesures qui s'imposent et des liens avec des experts et des conseillers accessibles au besoin. La participation des médias dans la transmission de renseignements qui stimulent le recrutement pourrait être évitée au moyen d'une analyse approfondie de ces questions complexes.

Protection des enfants

Il y a deux exemples au Canada où des travailleurs sociaux ont retiré des enfants à des parents engagés dans des activités extrémistes. Cela dit, les organismes chargés de la protection de l'enfance connaissent souvent des problèmes structurels qui les empêchent d'améliorer la situation quand il le faut, y compris un manque d'expertise.²⁴ Les professionnels et les responsables des politiques doivent savoir de quelle façon et à quel moment exercer les pouvoirs dont ils sont investis en regard de l'extrémisme de droite et faire appel à ceux d'entre nous qui peuvent leur prêter main-forte.

Si ces structures et attitudes ne sont pas modifiées, des enfants continueront d'être radicalisés et des familles seront paralysées par la peur et le stress, ce qui aura des répercussions à long terme sur des enfants vulnérables. Selon leur idéologie, les extrémistes de droite voient souvent l'éducation parentale comme une forme d'activisme politique.²⁵ Je maintiens que l'utilisation des enfants à de telles fins, comme il en est souvent question dans les forums et dans les médias sociaux, devrait être analysée par les agents de protection de l'enfance comme une forme de recrutement et de radicalisation des enfants à des fins politiques.

²⁴ Cas omis. Communiquer avec Daniel Gallant pour de plus amples renseignements.

²⁵ Pete Simi & Robert Furtell & Brian F. Bubolz, "Parenting as Activism: Identity Alignment and Activist Persistence in the White Power Movement," *The Sociological Quarterly* v.57-3 (2016) en ligne :< <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/tsq.12144/full>>.

Une analyse rapide aiderait à relever les infractions aux lois sur la protection de l'enfance, les violations des droits des enfants selon les normes nationales et internationales et l'utilisation d'enfants à des fins politiques. En plus d'être une question relevant de la protection de l'enfance, cela pourrait représenter des formes inavouées de terrorisme au Canada. Les questions de protection de l'enfance surviennent lorsque des groupes visent le recrutement et la radicalisation, néanmoins, ces problèmes ne sont pas résolus à cause de praticiens et de professionnels mal informés.²⁶

Il est possible de renforcer les instruments de politique en adoptant des stratégies ou des mécanismes juridiques qui permettent aux personnes de déclencher des mesures d'intervention contre le recrutement et la radicalisation en ligne et hors-ligne par des groupes extrémistes. Bien que la conception de politiques présente encore bien des défis, cela ne devrait pas nous dissuader d'adapter les lois et mécanismes actuellement en vigueur ni nous empêcher de trouver des solutions innovantes. Des mécanismes législatifs et de politique logiques et pragmatiques peuvent être conçus et mis en œuvre dans la société canadienne sans enfreindre les droits constitutionnels des citoyens ni la Charte des droits. Il n'est pas difficile de nommer un comité d'experts qui pourrait étudier la chose et formuler des recommandations.

Environnements de travail

Forts des arguments susmentionnés, nous devons demander l'aide des responsables des politiques, des travailleurs sociaux, de juristes, des agents de santé et de sécurité au travail et des professionnels du milieu médical. Comme je l'ai indiqué précédemment, ces professionnels peuvent aider activement à combattre et à prévenir le recrutement et la radicalisation ou faire en sorte que les personnes, les familles et les communautés soient aiguillées vers les bonnes ressources, qui doivent être officialisées. À tout le moins, les professionnels doivent recevoir de leur propre organe de réglementation ou d'attestation l'information sur la manière de prendre en charge les clients aux prises avec l'extrémisme et vers qui les aiguiller.

Corps de métier, professions et syndicats

Les milieux de travail sont aussi visés par l'extrémisme de droite. En raison de la montée du recrutement par les extrémistes de droite et de la radicalisation et de la normalisation des points de vue d'extrême droite, les employés, les employeurs et les syndicats dans les secteurs public et privé ont commencé à s'adresser à moi. J'ai déjà été en communication avec trois syndicats à ce sujet et avec bon nombre d'employés. Certains ont exprimé de profondes inquiétudes, alors que d'autres semblaient moins préoccupés. Cela concerne bien entendu la réglementation fédérale et provinciale sur la santé et la sécurité au travail. Si ces situations ne sont pas réglées immédiatement, les employeurs, les organismes et les entreprises pourraient être tenus responsables de ne pas avoir pris les mesures nécessaires. Même si certains groupes d'extrême droite sont associés depuis longtemps avec les organisations syndicales, nous constatons aujourd'hui des situations préoccupantes dans d'autres milieux de travail.

Des personnes m'ont fait part de leurs inquiétudes au sujet de la participation à des activités de droite de membres et de représentants syndicaux dans des écoles, des universités, des établissements carcéraux, des hôpitaux et des corps de métier. Certaines inquiétudes concernaient l'apparente normalisation des propos et des comportements haineux au travail. J'ai déjà vu des suprémacistes aguerris et de nouveaux adeptes harceler des membres de groupes minoritaires ou les obliger à quitter un chantier afin d'établir des équipes de travail formées entièrement d'extrémistes de droite, ce qu'on appelle dans l'industrie *la vieille garde*. Depuis quelques années, j'aide des amis et des parents qui travaillent dans les métiers à gérer efficacement l'extrémisme de droite et la discrimination au travail. Selon moi, les responsables de

²⁶ BH, supra note 20.

chantiers, les employeurs et les autorités policières n'ont pas géré efficacement ces situations lorsqu'elles ont été signalées. Mes collègues et moi sommes de précieuses ressources pour les personnes qui se sentent désemparées au travail.

Les professionnels peuvent définir les lacunes de politique, ils doivent faire équipe avec des praticiens qui travaillent sur le terrain avec les extrémistes et avec les personnes aux prises avec l'extrémisme. En ma qualité de professionnel et de praticien du domaine, je peux définir les lacunes de politique. Je ne pourrai pas définir ces lacunes en détail dans le présent document ni fournir aux lecteurs les solutions que j'ai mises au point dans ma pratique, ma recherche et mon analyse, car cela exige de longues descriptions. Toutefois, par mon vécu, mes études en service social et en droit ainsi que mon expérience de praticien, j'ai acquis une perspective unique dont les responsables des politiques et les professionnels n'ont pas encore tiré parti. J'espère que le présent document servira de point de contact pour les personnes qui souhaitent aider à mettre au point des interventions efficaces pour combattre la normalisation de la discrimination ou le recrutement et la radicalisation par des groupes extrémistes de droite.

Sans ressources

Les communautés, les familles et les personnes qui s'adressent à moi sont généralement étonnées qu'il n'y ait ni ressources ni mécanismes pour leur venir en aide. Le Canada semble pourtant prêter beaucoup d'attention à l'extrémisme et au terrorisme. Bien que les communautés et les familles entendent dans les médias que le gouvernement, les forces policières et les ONG ont créé des programmes pour aider les personnes aux prises avec l'extrémisme, leurs besoins ne sont pas satisfaits. Aucune ressource n'est offerte au public pour combattre le recrutement et la radicalisation par des groupes d'extrême droite, cela comprend les protocoles antiracistes qui ont été établis, mais qui sont inopérants à cause du manque de fonds et de ressources. Cela s'est produit avec notre initiative Extreme Dialogue (voir l'encadré sur Extreme Dialogue).

D'innombrables Canadiens dans le besoin se sont adressés à moi parce que des êtres chers avaient été recrutés et radicalisés par des groupes d'extrême droite, ainsi que des personnes qui tentaient de se sortir des réseaux d'extrémistes. J'offre ce que je peux à distance et sans ressources sauf mon vécu, ma formation professionnelle et ma perspective juridique. Je suis incapable d'offrir un soutien officiel et classique à cause d'un manque d'infrastructure. Néanmoins, ces familles sont reconnaissantes pour le soutien et les ressources que je leur offre. Les tribunaux, les professionnels et les communautés n'ont pas les ressources financières pour obtenir l'aide de personnes comme moi qui peuvent efficacement et professionnellement réaliser ce travail. La plupart des occasions d'intervenir efficacement pour combattre les activités extrémistes ont ainsi été invalidées. Plusieurs mécanismes pourraient être intégrés dans des systèmes juridiques ou politiques pour aider les personnes qui s'efforcent d'empêcher et de combattre le recrutement et la radicalisation, mais cela ne s'est pas concrétisé.

En 2017, les Services d'aide juridique de la Colombie-Britannique ont déclaré ce qui suit à un avocat comme justification au rejet de conseils d'un expert sur une organisation extrémiste dans une cause civile devant un tribunal de la famille.

« Nos recherches sur Internet indiquent que de nombreux reportages craignent que les Soldats d’Odin soient un groupe extrémiste opposé à l’immigration et aux Musulmans. Ces renseignements sont facilement accessibles sur Internet. Bien que nous comprenions que l’avocat et son client souhaiteraient idéalement que toutes les ressources accessibles soutiennent cette cause, cependant, en raison du manque de ressources, les Services d’aide juridique doivent déterminer ce qui est raisonnable et nécessaire dans les circonstances. Les ressources en ligne semblent être suffisantes pour étayer les assertions de l’avocat au sujet des Soldats d’Odin. Après avoir étudié ceux-ci et d’autres critères, nous sommes incapables d’autoriser la dépense demandée. Conséquemment, votre demande est rejetée. »

Selon moi, il incombe au gouvernement de fournir à la communauté, aux ONG et aux autorités les mécanismes pour prévenir efficacement l’extrémisme de droite. Le gouvernement fédéral pourrait renverser l’abrogation d’une disposition efficace et constitutionnellement valide (l’article 13 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*). Les administrations provinciales pourraient avoir le mandat de réprimer les groupes extrémistes qui prétendent être des groupes communautaires de revendication ou des organisations caritatives, plutôt que de les renforcer et d’en permettre les activités. Cela pourrait comprendre notamment la réglementation de symboles associés à des groupes qui promeuvent des messages haineux qui enfreignent la politique publique canadienne ou, au moins, une formule permettant de déterminer si des symboles sont discriminatoires et haineux devant la loi. Certains symboles ont pour but de susciter la peur dans les communautés sans égard aux droits d’autrui de vivre sans crainte. Les Canadiens devraient pouvoir signaler de telles organisations aux autorités simplement et facilement. Les Canadiens pourraient alors être libérés de ce fardeau, qui devrait incomber à l’État.

Même s’il y a des moyens créatifs d’utiliser les lois et les politiques actuelles, il faut beaucoup de ressources et de formation juridique pour mettre en application de telles mesures. Aussi incombe-t-il aux gouvernements de veiller à ce que les Canadiens aient les moyens de combattre l’extrémisme, sinon, nous risquons de monter les citoyens contre les extrémistes, ce qui entraînera encore plus de radicalisation de la part de groupes s’opposant aux extrémistes de droite. Si le gouvernement demeure inactif et qu’il accorde encore plus de place aux propos haineux, il y aura assurément encore plus de groupes d’extrême droite qui prendront les choses en main. La méfiance à l’égard du système (juridique et parlementaire) est déjà croissante, ce qui explique le début de la croissance des groupes de justiciers au Canada, qui ont d’ailleurs l’aval de la population. Il faudra peu de temps pour que les actes de violence (perpétrés principalement par des extrémistes de droite) qui ne sont plus signalés à la police provoquent des réactions violentes des opposants aux extrémistes de droite; les citoyens devront alors se protéger des extrémistes de droite si le gouvernement demeure inactif (voir l’encadré ci-dessous).

Inactivité

Dans le cadre de mon travail, j’ai animé des rencontres et des mobilisations communautaires dans le but de réduire les probabilités de violence. En 2011, j’ai organisé un rallye des Nations Unies pour l’élimination du racisme pour combattre le recrutement et les activités par des groupes d’extrême droite. Deux ans plus tôt, le gouvernement et les autorités policières ont établi un protocole local antiraciste pour combattre les activités d’extrême droite. Non seulement le protocole n’a pas été appliqué même si des fonds y avaient été affectés, mais les autorités policières locales ont refusé de réprimer les activités d’extrême droite. Les membres de la communauté ont été mis au courant de ma présence par les médias et ils m’ont signalé des crimes haineux plutôt qu’aux autorités policières. Je suis devenu un défenseur malgré moi.

À cause de l'inactivité des forces policières locales, du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral, j'ai dû faire équipe avec des journalistes pour combattre efficacement des activités d'extrême droite dans le nord de la Colombie-Britannique. Jusqu'à présent, ces activités, qui n'ont fait sourciller personne, ont fait des avancées, peut-être même irréversibles. La méconnaissance, la désinformation et la déséducation des dirigeants communautaires en sont, selon moi, les principales causes.

Pendant que les extrémistes de droite profitent de la non-réglementation d'Internet et de l'inaction des autorités pour recruter et radicaliser des adeptes, le gouvernement pourrait établir des mécanismes efficaces à l'intention des familles, des membres de la communauté, des professionnels, des autorités et des ONG. Au nombre de ces mécanismes, mentionnons des injonctions, des poursuites en dommages, des sentences et des mesures de protection des droits positifs et négatifs des Canadiens contre les extrémistes. Bien que je convienne qu'un excès de réglementation peut être inefficace, nos concitoyens vivent dans la peur d'être battus à mort et abattus par balle à cause de qui ils sont; aussi faut-il trouver des solutions à une telle situation.

J'ai mis au point, dans le cadre de mon travail, une liste exhaustive de mécanismes qui pourraient permettre de combattre l'extrémisme au Canada. Nous devons nous employer à prévenir le recrutement et la radicalisation, autant dans le monde virtuel que réel, et éradiquer les propos extrémistes qui diabolisent et dépersonnalisent certains groupes. De plus, le recours aux domaines du droit qui préconisent la dissuasion et l'indemnisation pourrait être une façon efficace de combattre les extrémistes qui utilisent la protection des droits comme une épée et un bouclier. Nous devons donner aux communautés les moyens de combattre efficacement, à l'aide de processus juridiques, les personnes qui tentent de recruter nos jeunes dans l'espace virtuel autant que réel. Une solution efficace consiste à offrir aux personnes et aux communautés un processus administratif leur permettant de combattre la haine, la discrimination et la radicalisation dans les contextes sociaux.

La suite des choses

Dans mon cheminement professionnel au niveau juridique, je m'engage à promouvoir des mécanismes juridiques efficaces qui permettront aux membres de la communauté de passer à l'action, lorsque cela est nécessaire. L'accès à la justice demeurera un défi dans de telles situations; la priorité du Canada étant vraisemblablement de protéger la population canadienne contre l'extrémisme, des processus et des ressources formelles devraient être à la disposition des citoyens. De plus, le gouvernement devrait avoir à cœur de cerner les lacunes de politique.

Les ressources et les canaux politiques dont je dispose pour présenter à des fonctionnaires et des responsables des politiques, les pistes de solution que j'ai élaborées pour combler de telles lacunes sont limités. Inutile de préciser qu'il est difficile de rencontrer les responsables des politiques et les fonctionnaires ayant la capacité d'étudier de telles propositions. Les médias n'ont pas été réceptifs non plus à transmettre de telles idées. Lorsque j'ai eu une tribune médiatique, les demandes visant l'adoption de mécanismes juridiques ont souvent été biffées des reportages et des articles par les réalisateurs. Par conséquent, les familles et les praticiens sont laissés sans recours. On nous dit néanmoins que des ressources sont à la disposition du public.

Extreme Dialogue

Extreme Dialogue constitue l'initiative la plus efficace avec laquelle j'ai travaillé. Les écoles publiques du Canada ont promis de se servir de ce programme de prévention. Cet outil est constitué de films et d'ateliers qui encouragent le développement de la pensée critique et visent à éradiquer les propos extrémistes. Cette initiative a été bien accueillie et adoptée partout dans le monde, sauf au Canada, le pays où l'initiative a vu le jour. Hélas, le gouvernement et l'organisme gestionnaire ont, à toutes fins utiles, plombé l'initiative et l'ont abandonnée dans le cyberespace, même si les députés se targuent encore de son efficacité**. Si cet outil a été utilisé efficacement par l'organisme gestionnaire dans les pays d'Europe, tel n'est pas le cas au Canada.

*Voir : Ex-D, supra note 4.

** Sec Dev Foundation, *Extreme Dialogue: Social media target audience analysis and impact assessments in support of countering violent extremism*, (Canada: SecDev: March 2016) en ligne :

<<https://preventviolentextremism.info/sites/default/files/KanishkaSecdev%20Extreme%20Dialogue%20Social%20media%20Target%20Audience%20Analysis%20and%20Impact%20Assessments%20in%20support%20of%20countering%20violent%20extremism.pdf>>. Maria Mourani, 41^e Législature, 2^e session, Hansard révisé • Numéro 188 (Parlement du Canada, le mardi 24 mars 2015) en ligne : <<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=7891249&Language=F>> [Mourani]. Parti conservateur du Canada, *Harper renouvelle le soutien au Projet Kanishka en ce 14^e anniversaire du 11 septembre : Le Plan* (11 septembre 2015) en ligne : <<http://www.conservateur.ca/harper-renouvelle-le-soutien-au-projet-kanishka-en-ce-14e-anniversaire-du-11-septembre-2/>>.

Projets actuels

J'ai résumé autant que possible mon travail actuel dans cette section, afin de montrer le rôle que je tiens auprès des communautés canadiennes. Il importe de noter que j'ai obtenu très peu de ressources pour mes efforts, hormis quelques exceptions. D'abord, le présent document aide de manière importante à définir le besoin de renforcer les instruments de politique afin de combattre le recrutement et la radicalisation. Ce qui suit est une liste non exhaustive des projets en cours que je mène avec très peu de moyens provenant d'une source privée.

- Offrir à des familles canadiennes du soutien, des conseils et de la représentation sur des questions touchant les activités d'extrême droite. Une bonne part de ce travail consiste à informer et à éduquer les professionnels qui aident ces familles, à aiguiller les familles vers des ressources, à offrir des séances d'orientation et à mettre au point des stratégies juridiques comme nouvelles formes de mesures d'intervention.
- Offrir du soutien et des stratégies aux personnes qui tentent de se sortir de l'extrémisme de droite et des groupes criminalisés.
- Dresser la liste des lacunes de politique et proposer des mécanismes juridiques et une utilisation stratégique des politiques et des lois actuelles pour combattre efficacement les activités, le recrutement et la radicalisation par des groupes d'extrême droite. Cela comprend l'étude et l'élaboration de définitions universelles des termes *extrémisme*, *extrémisme violent* et *terrorisme* pour l'ensemble des domaines et des applications du droit.
- Poursuivre les recherches et la surveillance concernant les groupes d'extrême droite actifs et leurs membres, activités et raison d'être. Certains de ces renseignements sont transmis aux autorités policières, aux médias et aux institutions locales ou dans des sources ouvertes.
- Rédiger des documents de sensibilisation du public sur l'extrémisme de droite au Canada et offrir

bénévolement des conseils aux autorités policières, au gouvernement et aux médias (ce qui a épuisé beaucoup de mes ressources).

- Assumer un rôle continu auprès des médias et des communautés aux fins d'éducation publique à l'aide de l'art comme une forme d'expression créatrice.
- Grâce à un donateur privé, nous sommes sur le point d'embaucher un développeur Web qui créera une base de données à source ouverte des groupes haineux, de leurs activités et des crimes haineux au Canada. Ce projet, qui demandera beaucoup de ressources, n'aura pas le soutien du gouvernement, du milieu universitaire et des ONG, ce qui fait partie de la dure réalité que je connais dans mon travail. Le milieu universitaire et le gouvernement sont au courant de tels projets, néanmoins ils n'ont pas montré d'intérêt à mes demandes.

Plus récemment, j'ai intenté une poursuite civile contre des propagandistes de droite, le premier geste s'inscrivant dans une suite d'actions fondées sur l'utilisation créative des lois actuelles pour prévenir le recrutement et la radicalisation par des groupes d'extrême droite.²⁷ Ce projet vise à aider à cerner d'autres lacunes de politique et à encourager les responsables des politiques et le gouvernement à envisager de nouvelles façons de combattre l'extrémisme à long terme. Les lacunes de politique présentées dans le document requièrent une action judiciaire dans le contexte du rôle des médias et de Google dans la transmission de renseignements favorisant le recrutement et la radicalisation.²⁸ Cette approche n'est viable que si le gouvernement et les ONG décident de collaborer avec les responsables des politiques et les législateurs pour combler ces lacunes et pour en cerner d'autres qui ne sont pas relevées dans le présent document.

Conclusion

Il semble que le Canada ne soit pas encore prêt à combattre efficacement l'extrémisme de droite. J'estime que cela est une grave erreur. Nous avons constaté les effets d'une telle inaction dans l'attaque contre la mosquée de Québec. Qui plus est, il n'y a pas à chercher bien longtemps pour se rappeler d'autres gestes perpétrés par des extrémistes de droite qui indiquent que la société canadienne est menacée (p. ex., des explosions, des militaires, des autorités policières, des crimes haineux).²⁹ Si nous ne comblons pas rapidement ces lacunes de politique, les personnes dans le besoin seront laissées à elles-mêmes et sans recours pendant que nos jeunes sont recrutés et radicalisés par des groupes d'extrême droite, ce qui engendrera encore plus de violence. C'est inévitable.

²⁷ Ani-hate Advocate suing man convicted of hate crimes (Prince George, BC: Prince George Citizen, March 9, 2017) en ligne : <<http://www.princegeorgecitizen.com/news/local-news/anti-hate-advocate-suing-man-convicted-of-hate-crimes-1.11408828> >. Wade Tomko, TRU law student files lawsuit against bloggers and Google (Kamloops, BC: The Omega, March 14, 2017) en ligne : <<http://truomega.ca/2017/03/14/tru-law-student-files-lawsuit-against-bloggers-and-google/>>.

²⁸ Bill Morlin, *Google and the Miseducation of Dylann Roof* (Southern Poverty Law Center, Jan. 18 2017) en ligne : <<https://www.splcenter.org/20170118/google-and-miseducation-dylann-roof>>

²⁹ Extrémistes de droite canadiens : Alexandre Bissonnette, Peter Houston, Robert Dechazzal, Allistair Miller, Shawn McDonald, Kyle McKee, Matt McKay, Norman Raddatz, Justin Bourque, Marc Lépine.

À propos de l'auteur



Photo Prince George Citizen

Daniel Gallant est titulaire d'un baccalauréat en études des Premières Nations et d'une maîtrise en service social avec concentration sur la protection des enfants, les droits des personnes handicapées, la discrimination institutionnelle, la radicalisation et la déradicalisation d'extrême droite. À l'approche de l'obtention de son doctorat de droit, M. Gallant a ajouté à ses analyses des contextes légaux plus larges aux fins de l'élaboration de politiques sociales et de l'utilisation créative des politiques et lois actuellement en vigueur dans le but de contribuer à la prévention de la radicalisation d'extrême droite.

Coordonnées : Daniel C. Gallant (MSS, RSS) doctorant en droit, 2017. danielcgallant@gmail.com